

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SECURITE SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Romain Marié : Le cumul des actions en requalification en matière de travail temporaire.

Franck Petit : Les premières décisions intéressant la « rénovation de la démocratie sociale ».

Yves Struillou : Défaut d'implantation physique d'une société de droit étranger et demande d'autorisation de licenciement (conclusions sous Conseil d'Etat, 21 juillet 2009).

JURISPRUDENCE

voir notamment :

Les dispositions propres à l'indemnisation des victimes d'infractions sont applicables aux victimes d'un accident du travail imputable à la faute intentionnelle de l'employeur ou de l'un de ses préposés.

Cour de cassation (2^e ch. civ.) 7 mai 2009 - Note Laurent Milet (p. 602)

Précision sur le retour de congé parental d'éducation... en attendant une réforme.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 mars 2009 - Note Alexia Gardin (p. 604)

L'argumentation du juge pénal en matière de harcèlement moral au travail.

Cour d'appel de Rennes (3^e ch.) 2 juillet 2009 - Note Loïc Lerouge (p. 613)

Les conventions internationales utilisées comme bouées de sauvetage de l'ancien régime de représentativité pour la désignation des délégués syndicaux.

Tribunal d'instance de Brest 27 octobre 2009 - Note Pascal Rennes (p.623)

CHRONIQUES JURISPRUENTIELLES

Procédure prud'homale : extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Daniel Boulmier**.

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Thierry Tauran** (pp. 3 et 4 de la couverture).



Doctrine :

Le cumul des actions en requalification en matière de travail temporaire , par Romain Marié , Maître de conférences à l'IUT de Nancy 2	581
Annexe : TRAVAIL TEMPORAIRE – Contrat de mission – Requalification en contrat à durée indéterminée – Demande – Action à l'encontre de l'entreprise utilisatrice – Action exercée concurremment à l'encontre de l'entreprise de travail temporaire – Conditions.	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 mai 2009	584
Les premières décisions intéressant la « rénovation de la démocratie sociale » (loi n° 2008-789 du 20 août 2008) , par Franck Petit , Professeur à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse	585
Défaut d'implantation physique d'une société de droit étranger et demande d'autorisation de licenciement , Conclusions de Yves Struillou , Rapporteur public	595
Annexe : PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Licenciement – Société de droit étranger – Défaut d'implantation matérielle permanente – Inspecteur compétent – Détermination – Lieu principal d'activité.	
Conseil d'Etat (4e et 5e ssr) 21 juillet 2009	600

Jurisprudence :

ACCIDENTS DU TRAVAIL – Réparation complémentaire – Faute intentionnelle du préposé – Indemnisation des victimes d'infractions – Saisine de la CIVI – Recours recevable.	
COUR DE CASSATION (2e ch. civ.) 7 mai 2009	602
Note Laurent Milet	602
CONTRAT DE TRAVAIL – Congé parental d'éducation – Droit de reprendre l'emploi précédent ou un emploi similaire – Droit à une action de formation professionnelle adaptée à l'emploi repris – Manquement de l'employeur à son obligation.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 11 mars 2009	604
Note Alexia Gardin , Maître de conférences à l'Université de Nancy 2, chercheur au CERIT-CRDP	605
1° CONTRAT DE TRAVAIL – Période d'essai – Durée – Caractère raisonnable – Appréciation – Durée conventionnelle d'un an excessive au regard de la convention OIT n° 158.	
2° DROIT SOCIAL INTERNATIONAL – Convention OIT – Effet direct.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 4 juin 2009	607
Note Nathalie Bizot	608
CONTRAT DE TRAVAIL – Rémunération – Commission sur vente – Condition liée à la réalisation effective – Départ du salarié – Délai maximum de réalisation – Licéité (non).	
COUR D'APPEL DE LYON (Ch. soc. A) 10 juillet 2009	609
CONTRAT DE TRAVAIL – Responsabilité pécuniaire du salarié envers l'entreprise – Condition – Faute lourde – Clause contractuelle – Accident avec le véhicule de l'entreprise – Remboursement de la franchise (non).	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 6 mai 2009	611
DROIT DISCIPLINAIRE – Modification du contrat – Rétrogradation – Accord du salarié – Nécessité (oui) – Licenciement ultérieur.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 17 juin 2009	612
HARCELEMENT MORAL – Manœuvres systématiques de dévalorisation, dénigrement et humiliation d'un salarié – Dégradation considérable des conditions de travail – Etat de santé de la victime gravement compromis – Infraction pénale constituée – Emprisonnement assorti du sursis, interdiction professionnelle d'exercer.	
COUR D'APPEL DE RENNES (3e Ch.)	613
Note Loïc Lerouge , Chargé de recherche CNRS, COMPTRASEC UMR CNRS 5114 Université Montesquieu - Bordeaux IV	619
MALADIE – Visite médicale de reprise – Initiative du salarié – Nécessité d'informer l'employeur.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 4 février 2009	621
Note Francis Saramito	622

SYNDICATS PROFESSIONNELS – Délégué syndical – Désignation – Condition d'audience électorale de 10% non remplie par un syndicat affilié à une confédération représentative – Dispositions de la loi du 20 août 2008 écartées comme contraires aux conventions internationales.

TRIBUNAL D'INSTANCE DE BREST 27 octobre 2009	623
Note Pascal Rennes	625

TRANSFERT D'ENTREPRISE – Transfert conventionnel – Appréciation de l'ancienneté – Bénéfice du statut collectif.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 5 mai 2009	628
Note Michel Faivre-Picon	629

UTILISATION DES FONDS PUBLICS – Aides aux entreprises – Engagement de création d'emplois non tenu – Dommages-intérêts aux collectivités locales qui ont versé les fonds.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF D'ORLEANS 4 août 2009	629
Note Maurice Cohen	631

Chroniques jurisprudentielles :

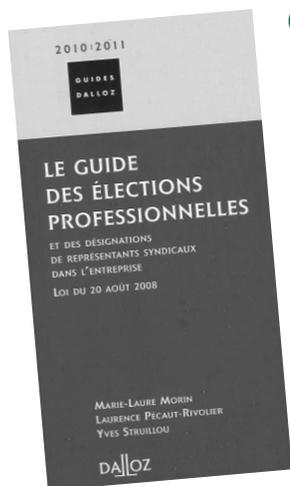
PROCEDURE PRUD'HOMALE - Extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université Nancy 2, Co-auteur du Lamy Prud'hommes

I. COMPARUTION PERSONNELLE – Absence du défendeur – Multiplicité d'interventions devant la juridiction - Motif légitime (oui) – Représentation et dépôt de conclusions (oui).

COUR D'APPEL DE GRENOBLE (Ch. soc.), 24 septembre 2008	632
---	-----

II. CONSEILLER RAPPORTEUR – Impartialité de la juridiction – Conseiller rapporteur membre du bureau de jugement – Opinion personnelle – Violation de l'article 6-1 CEDH.

COUR DE CASSATION (Ch. soc.) 3 mars 2009	633
---	-----



GUIDE DES ELECTIONS PROFESSIONNELLES et des désignations de représentants syndicaux dans l'entreprise

par Marie-Laure Morin, Laurence Pécaud-Rivolier et Yves Struillou

Les conditions de la représentativité syndicale dans l'entreprise et au niveau national ont été profondément bouleversées par la loi du 20 août 2008 et son décret d'application du 4 novembre 2008. Elles sont désormais fondées en partie sur l'audience aux élections professionnelles dans l'entreprise dont le régime est modifié. Les élections professionnelles sont ainsi devenues un moment clé de la vie de l'entreprise, mais aussi plus largement de la vie syndicale. Le principe de participation et celui de la liberté syndicale, droits fondamentaux des salariés fondent le dialogue social dans l'entreprise par l'intermédiaire de représentants élus par les salariés ou désignés par les organisations syndicales. L'enjeu du droit des élections professionnelles et de la désignation des représentants syndicaux qui assure la

présence de cette représentation dans l'entreprise était source de multiples interrogations et

contentieux. Voici un ouvrage d'ensemble entièrement consacré à cette question.

L'ouvrage décrit avec clarté les questions concernant les élections professionnelles, la désignation des représentants syndicaux, et la protection des salariés qui y concourent. Il explique la législation, précise la jurisprudence, et décrit les questions concrètes qui peuvent se poser et les réponses qui peuvent y être apportées.

- Introduction générale et sources du droit des institutions représentatives du personnel
- Le rôle des syndicats dans la mise en place des représentants des salariés : prérogatives et représentativité
- Le cadre commun aux institutions élues et désignées
- Les institutions élues
- La désignation des représentants des syndicats dans l'entreprise
- La protection liée à la mise en place des institutions représentatives du personnel

Dalloz - ISBN : 2247084982 - 1050 pages - 42 euros